

APRÈS L'ARRESTATION D'UNE CELLULE TERRORISTE À PARIS

«La logistique pour le double attentat d'Alger fournie par cette cellule, selon la DST»

Selon des déclarations d'un haut responsable de la Direction de surveillance du territoire DST, rapportées par le Journal du Dimanche dans son édition du 23 décembre, parmi les huit hommes arrêtés la semaine dernière, deux, un Algérien de 31 ans et un Français de 35 ans, ont été mis en examen et écroués, les six autres ayant été relâchés.

De notre bureau de Paris, Khadija Baba-Ahmed

Les deux hommes écroués sont soupçonnés d'être à la tête d'une cellule parisienne d'Al Qaïda Maghreb. Ils activeraient notamment avec Nabil M., alias Brahim, le responsable de logistique de cette organisation terroriste, considéré comme l'organisateur du dernier double attentat d'Alger.

Les membres de cette cellule, installés en France, formée de Français, d'Algériens et de Tunisiens,

étaient filés par le contre-espionnage français depuis le mois d'octobre suite à des informations fournies aux services français. Des ordinateurs, de la documentation «djihadiste», des vidéos de décapitation ainsi que 20 000 euros ont été saisis sur ces individus lors de leur arrestation. Leurs téléphones et leurs mails étaient surveillés. Cette étroite surveillance a permis de découvrir qu'ils ont fait passer en Algérie «du matériel électronique, des ordinateurs, des télé-

phones, des jumelles de vision nocturne, des GPS, et même un tour fraiseur en mesure de fabriquer des armes et des munitions, en fait tout ce qui peut aider à la guérilla», a encore révélé ce haut responsable français. Un policier a expliqué au journal que lors de leur identification «il a été décidé de les cueillir, avant que les Algériens leur demandent de commettre une action en France».

Alors que 6 suspects ont été relâchés, faute de preuves, les deux autres, considérés comme les responsables de ce groupe, ont été présentés au juge Philippe Croire, qui les a placés en détention provisoire et mis en examen pour «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste».

Les risques d'attentats terroristes en cette période de fête de fin d'année sont particulièrement élevés, selon les services français qui redoublent de vigilance. Comme l'Hexagone, la Belgique a connu, elle aussi, l'interpellation d'un groupe de 14 personnes, soupçonnées d'appartenance à une organisation terroriste mais relâchées, depuis. Mais l'organe belge de coordination et d'analyse des menaces, Ocam, a déclaré qu'il existe des éléments laissant penser qu'un attentat est en préparation en Belgique. C'est pourquoi, annonce la cellule de crise du SPF intérieur, «il n'y a aucune raison de lever les mesures de sécurité qui restent en vigueur jusqu'au 2 janvier prochain».

K. B.-A.



Attentat de Ben Akoun.

Photo : Djamel E.

APPRÉHENDÉS

EN FLAGRANT

DÉLIT DE VOL

PAR EFFRACTION

Des repentis casseurs à Constantine

Les éléments de la police judiciaire de la sûreté de Constantine ont démantelé, au courant de la semaine dernière, un réseau spécialisé dans les vols par effraction et des agressions à l'arme blanche.

Ce réseau composé de 4 personnes dont deux ayant bénéficié des dispositions de la charte portant réconciliation nationale, était sur le point de commettre un cambriolage dans une antenne d'un opérateur de la téléphonie mobile sise au quartier de Bellevue. Il s'agit de M. H., 28 ans, un ex-terroriste présumé repentit, et M. W., 29 ans, un ex-prisonnier ayant bénéficié de la grâce dans le cadre de la réconciliation nationale.

Ces repentis, connus par les services de sécurité, ont été surpris dans la nuit du 14 au 15 décembre dernier à l'intérieur d'une voiture dans le quartier populaire Kouhik Lakhdar. Ils détenaient des armes prohibées, une bouteille à gaz lacrymogène et une cagoule.

Pendant leur interrogatoire, ils avouèrent qu'ils attendaient l'arrivée de leurs complices pour procéder au casse de ladite agence. Ils reconnaîtront également qu'ils ont planifié cette opération depuis longtemps. L'instruction a aussi révélé que ce réseau est derrière le vol commis en septembre dernier dans un dépôt de boissons alcoolisées, sis à la zone industrielle Palma, dont son propriétaire, M. M., avait porté plainte courant septembre dernier.

Les policiers ont trouvé lors de la perquisition dans le domicile du repentit un petit coffret, défoncé. Ce coffre-fort qui contenait la somme de 152 millions de centimes, appartient au propriétaire du débit de boissons alcoolisées. Les deux autres complices, qui ont été identifiés par la police, sont actuellement en fuite. L'enquête en cours.

L. H.

FLN

Les «dinosauriens» soutiennent Bouhara

Le «groupe de militants du FLN», qui ont lancé un appel pour le renouveau de leur formation, serait composé de plusieurs «dinosauriens». Pour sa part, la cellule de suivi du FLN se dit prête à soutenir l'initiative de Bouhara.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Abderezak Bouhara a d'ores et déjà gagné un premier point face à Belkhadem. Ce dernier avait, en effet, qualifié de «non-événement» l'initiative lancée par Bouhara. Mais il s'avère que ce document a eu un retentissement sans précédent au sein du FLN. «L'appel a été distribué dans l'ensemble des moudjahadates du parti. Il est aujourd'hui au niveau de la base. Les militants sont conscients de la situation catastrophique dans laquelle a été plongé le parti. Il suffit de reprendre les résultats des dernières élections pour le constater», a

souligné hier le sénateur Abdallah Bousnane, en marge d'une séance plénière au Conseil de la nation. L'homme, qui ne cache pas son soutien à Abderezak Bouhara, a affirmé que plusieurs «dinosauriens» du FLN ont participé à la rédaction du document en question.

Bousnane s'est refusé à donner des noms. Il a toutefois évoqué Abdelkader Hadjar, qui pourrait soutenir l'idée de la tenue d'un congrès extraordinaire du FLN. La position de l'ambassadeur d'Algérie au Caire, un habitué des «grandes manœuvres», pèsera de tout son poids en cas de clash. «Hadjar a été destinataire de la lettre. Nous attendons sa réponse. Mais nous savons qu'il n'est pas satisfait du rendement de l'actuelle direction», notera Bousnane. Une déclaration que démentira formellement le sénateur Madani Houd. «C'est faux ! Abdelkader Hadjar ne soutient pas Abderezak Bouhara. Il n'a rien contre Belkhadem, bien au contraire», lancera Houd, qui se dit très proche de Hadjar.

Cette polémique entre les partisans de Bouhara et ceux de Belkhadem ne fait que débiter. Elle devrait atteindre son paroxysme samedi prochain lors de la tenue de la réunion de l'instance exécutive du FLN.

Abderezak Bouhara, qui est membre de cette instance, envisage d'imposer son projet de congrès extraordinaire à cette occasion. Et il pourrait bien avoir le soutien de cadres membres de la cellule de suivi du FLN, le mouvement de contestation qui a pris forme lors des élections législatives. «Nous sommes prêts, sous certaines conditions, à soutenir Abderezak Bouhara. C'est une personnalité respectable qui a une vision très objective de la situation actuelle du FLN. Lui, au moins, a eu le mérite d'entendre les appels des militants de base. Si son projet permet de remettre le parti sur les rails, alors oui il obtiendra notre aide», a affirmé hier Abbès Mékhalif, porte-parole de la cellule de suivi.

T. H.

CENTRE DE PRESSE D'EL MOUDJAHID

«Les archives sont la mémoire de la nation»

L'importance des archives dans l'histoire d'une nation était, hier, au centre des débats au forum d'El Moudjahid.

Maître Ben Brahim, animatrice de la conférence, a axé son intervention sur la nécessité de récupérer et de préserver les archives appartenant à l'Algérie.

«Une nation qui conserve ses archives saura construire son avenir» dira l'intervenante. Elle relèvera qu'un grand nombre de nos archives nationales se trouvent, étonnamment, aux Etats-Unis d'Amérique, en Turquie et en France. Il s'agirait de documents originaux datant de l'ère ottomane et d'autres appartenant à la période

coloniale. Un nombre important de traités se trouvent actuellement en Grande-Bretagne, a précisé maître Ben Brahim.

Des documents constituant une véritable richesse et représentant la mémoire de toute une nation. Parmi ces documents, l'intervenante cite «le visa algérien instauré entre le 17^e et le 18^e siècles qui prouve que l'Algérie était, à l'époque, une nation importante».

Les archives que détient la Turquie contiennent essentiellement des documents

relatifs à l'état civil algérien «d'une précision» impressionnante. D'où l'impératif de les récupérer. Pour ce faire «Il suffit qu'il y ait des volontés politiques pour que nos archives nous soient restituées», et la Turquie serait prête à les rendre aux Algériens.

Dans ce sens, Ben Brahim a réitéré le rôle des archives dans la découverte de certaines vérités historiques et personnelles. Il s'agit des archives publiques et privées prises par les colons. Elles regroupent, entre autres, les archives du tribunal des forces armées, les «affaires d'atteinte à la sûreté de l'Etat, des docu-

ments relatifs au notariat...». Ces derniers permettent de connaître toutes les injustices commises à l'égard des Algériens concernant la répartition des terres durant l'époque coloniale.

Dans la même logique, l'état civil de l'époque, et les affaires de sûreté de l'état de 1954 à 1962, permettraient, selon l'avocate, d'évaluer avec plus d'exactitude le nombre des martyrs de mai 1945 et de recenser le nombre de révolutionnaires. Malheureusement, le droit de consultation de ces archives n'est accordé qu'à une poignée d'historiens ou de chercheurs.

W. Z.